



L'IIF lance son rapport économique en coopération avec la Byblos Bank

Siège social de la Byblos Bank, 16 mai 2011 : L’Institut International des Finances (IIF) a lancé, en coopération avec la Byblos Bank, son premier rapport économique sur le monde arabe intitulé « *Le monde arabe en transition : évaluation de l’impact économique* ». Le lancement du rapport s’est déroulé lors d’une conférence de presse qui s’est tenue mercredi 11 mai 2011 au siège social de la Byblos Bank en présence du Dr. François S. Bassil, des cadres supérieurs de la banque, des représentants du fonds monétaire international, des attachés économiques et commerciaux des ambassades et des représentants des médias.

Le rapport souligne que les remous dans la région du Proche-Orient représentent un tournant historique et constituent une transition des décennies de pouvoirs autoritaires, faibles institutions, pauvres gouvernances, croissance médiocre, et chômage chronique.

Le rapport de l’IIF prévoit un recul du PIB réel au Liban de 7% en 2010 à 4% en 2011 ainsi qu’un creusement du déficit budgétaire de 7,5% du PIB en 2010 à 9,55 en 2011 en raison notamment de la baisse des recettes fiscales notamment celles en provenance des secteurs de l’immobilier et du pétrole. Cette baisse des recettes est le résultat du ralentissement de la construction et la suppression de 50% des accises sur l’essence. Le rapport a noté que les risques liés à la dépréciation de la monnaie nationale et au secteur bancaire demeurent minimes.

Dr. Garbis Iradian, directeur adjoint du département Moyen-Orient et Afrique de l’IIF, a relevé que le Liban a raté une occasion en or d’être une oasis sécurisée pour les capitaux du monde arabe, et ce en raison de la paralysie de la vie économique sur le plan interne.

Nassib Ghobril, directeur du département de la recherche et l’analyse économiques au groupe Byblos Bank, a noté que le Liban fait face, pour la première fois durant son histoire, à une instabilité politique au niveau interne ainsi qu’à des incertitudes régionales sans précédent, ce qui mène à des taux de croissance relativement bas et à la détérioration des finances publiques.